



## Focus

### **Panorama des financements climat des collectivités locales** / COLIN Aurore, 13/09/2024

<https://www.i4ce.org/publication/panorama-financements-climat-collectivites-locales/>

Un panorama complet et actuel des enjeux de financement de la transition bas-carbone à l'échelle locale

### **Les finances publiques et l'action pour le climat** / ECALLE François

Fipeco.fr, 24/09/2024

<https://fipeco.fr/commentaire/Les%20finances%20publiques%20et%20l%27action>

Le rapport de 2023 de Selma Mahfouz et Jean Pisani-Ferry sur les « incidences économiques de l'action pour le climat » est une très bonne source d'informations et d'analyses pour examiner les conséquences de la lutte contre le changement climatique sur les finances publiques. Ce rapport appelle quelques réserves, notamment les suivantes.

### **Nouvelle édition du baromètre d'une FPTE auprès des agents publics sur la prise en compte de l'urgence environnementale dans l'action publique**

fpte.fr, 17/09/2024

<https://fpte.fr/?p=521>

Trois ans après la première édition de son enquête sur le niveau d'engagement des administrations dans la transition écologique, l'association une Fonction publique pour la transition écologique renouvelle l'initiative en cette rentrée 2024. Quelles sont les évolutions des douze derniers mois dans ce domaine ?



## Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



*On vous signale une expérience*

## Action éducative/Restauration scolaire/Sport

### En régie ou en externe, les fermes municipales en pleine croissance

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 44-45  
<https://www.lagazettedescommunes.com/944264/en-regie-ou-en-externe-les-fermes->

La loi "Egalim", avec ses exigences de qualité pour la restauration collective, a amené des communes à réinventer l'approvisionnement de leurs cantines. Ces opérations bénéficient avant tout aux enfants. Elles permettent aussi aux personnels de cuisine de renouer avec le sens de leur métier. Et elles intéressent les agriculteurs.



### Hérités des JO, les aménagements sportifs investissent la ville

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 47  
<https://www.lagazettedescommunes.com/944906/herites-des-jo>

[Saint-Dizier (Haute-Marne) 24 000 hab.]

Ville-pilote du design actif, la commune multiplie les espaces et équipements incitant à pratiquer une activité sportive ludique.

### Bonnets d'ânes et amendes pour les parents retardataires

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 14

Afin d'éviter les retards et de limiter sur l'organisation des services, les collectivités instaurent des pénalités financières aux familles.

### Instruction en famille : un guide précise le rôle du maire

Banquedesterritoires.fr, 11/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/instruction-en-famille-un-guide-precise-le-role-du-maire>

Un guide juridique coécrit par la Dgescs et la DGCL aborde le rôle du maire dans le contrôle de l'instruction en famille, réformée en 2021. Les formalités de l'enquête obligatoire y sont détaillées.  
<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/competences/instruction-dans-la-famille>

### Formation des personnels de la communauté éducative des collectivités territoriales : Canopé et l'Andev partenaires

Banquedesterritoires.fr, 11/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/formation-des-personnels-de-la-communaute->

Le réseau Canopé, acteur de la formation des membres de la communauté éducative, et l'Andev (Association nationale des directeurs et cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales) ont signé le 6 septembre 2024 une convention pour une collaboration au service de la formation des personnels de la communauté éducative dépendant des collectivités territoriales.

## Action internationale/Europe

### Espace Schengen : le point en 8 questions-réponses

Vie-publique.fr, 13/09/2024

<https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/269481-lespace-schengen-en-8-questions-reponses>

Qu'est-ce que l'espace Schengen ? Comment est-il organisé ? Quelles sont ses évolutions ? Alors que l'Allemagne a annoncé le 9 septembre 2024 le rétablissement temporaire des contrôles à ses frontières à partir du 16 septembre 2024, Vie-publique.fr fait le point sur l'espace Schengen.

[Retour sommaire](#)

## La souveraineté européenne [Dossier]

Pouvoirs, 09/2024, n° 190

Au sommaire :

- Introduction
- Souveraineté européenne : un bilan démocratique
- La souveraineté à l'épreuve de l'Europe
- L'Union, policies without politics ? Vers un rééquilibrage de ces notions
- Europe : une souveraineté à pas lent
- Le marché intérieur, au carrefour des souverainetés nationales et européenne
- La politique industrielle verte de l'Union européenne et l'indépendance énergétique
- La souveraineté numérique européenne, vers une troisième voie ?
- Souveraineté et santé : les enjeux juridiques pour l'Europe
- La souveraineté budgétaire dans l'Union européenne
- Europe souveraine. Entre provocation juridique et refondation politique
- Le rejet de la constitution européenne, ou la fin d'un rêve politique
- Être européen, est-ce être deux fois citoyen ?

<https://revue-pouvoirs.fr/la-souverainete-europeenne/>

## Aménagement et développement des territoires



### A Vienne, le logement abordable réglementé résiste face à l'essor du marché libre

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 50-51

Pourquoi ?

Les logements municipaux et ceux des organisations à profit limité, dans lesquels vivent six Viennois sur dix, se heurtent aux hausses du coût du foncier.

Pour qui ?

Les loyers du secteur privé classique, plus élevés que ceux réglementés, tirent les prix à la hausse. Ils restent néanmoins bon marché, comparés au reste de l'Europe.

Comment ?

Le modèle viennois, qui permet de se loger de manière abordable et possède des qualités architecturales, présente quelques brèches, mais demeure solide.

### Habitat : La nébuleuse des attributions de logements sociaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 34-39

Rééquilibrer :

Depuis 2014, une série d'outils ont été mis en place au niveau intercommunal pour travailler sur le peuplement du logement social. Ils doivent servir d'appui aux commissions d'attribution, dans lesquelles siègent notamment les communes.

Expliquer :

Apporter de la transparence et de l'objectivation sur les décisions prises, améliorer l'information des demandeurs. . . les visées étaient claires. Mais les outils sont complexes à mettre en œuvre, même si, dix ans plus tard, des pratiques positives ont émergé.

Faire sa place :

Les intercommunalités ont globalement réussi à faire leur place parmi les acteurs traditionnels et à tenir leur rôle de cheffes de file des politiques d'attribution. La préférence communale n'a cependant pas totalement disparu.

### Jean-Claude Driant : « Sur le marché du logement, il faut sortir du discours général sur les métropoles »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/945425/jean-claude-driant-sur-le-marche->

Le discours politique demeure très centralisateur sur le sujet du logement alors que, comme nous l'explique Jean-Claude Driant, géographe spécialiste des politiques locales de l'habitat et professeur à l'École d'urbanisme de Paris, les indicateurs des marchés locaux révèlent des situations très disparates. Entretien.

[Retour sommaire](#)

## **Peu efficaces, les zones de revitalisations rurales sont réformées**

Lagazettesdescommunes.com – Club Techni.cités, 11/09/2024

<https://www.lagazettesdescommunes.com/943386/peu-efficaces-les-zones-de-revitalisations>

Les zones de revitalisation rurale étaient critiquées pour leur faible efficacité. La réforme, entrée en vigueur en juillet, les pérennise mais en modifie les critères de classement et crée deux zonages différents.

## **Périphéries [Dossier]**

Urbanisme, 09/2024, n° 439, p. 5-95

Au sommaire :

- Repenser la notion de périphérie
- Les périphéries, de l'étalement à la désunion ?
- Pour les périphéries, c'est l'heure des choix
- Exode urbain, une réalité contrastée
- "Les gens se voient comme le centre avant de se voir comme une périphérie"
- Les campings, des espaces urbains ordinaires ?
- Requestionner les modèles économiques et les montages
- La métropole de Lyon attentive à ses périphéries
- La proximité heureuse au cœur de l'urbanisme durable
- " Les modes de vie sont moins caractérisés par des lieux que par des flux"
- L'agrivoltaïsme gagne du terrain
- Les périphéries urbaines, toute une histoire

## **La proximité heureuse au cœur de l'urbanisme durable / MORENO Carlos**

Urbanisme, 09/2024, n° 439, p. 55-57

Professeur des universités à Paris 1 Panthéon-Sorbonne et expert de la smart city humaine, Carlos Moreno est notamment reconnu pour avoir théorisé la "ville du quart d'heure" et le "territoire de la demi-heure". Il revient ici sur le concept de "prosilience", qui combine réduction de l'empreinte carbone des villes et développement de l'économie locale et des interactions sociales.

## **Requestionner les modèles économiques et les montages / HEBERT Guillaume**

Urbanisme, 09/2024, n° 439, p. 44-46

À l'heure des crises sociale, environnementale, immobilière, avec l'objectif du "zéro artificialisation nette" (ZAN) en ligne de mire, les modèles pratiqués jusqu'alors semblent avoir vécu. Il s'agit aujourd'hui de changer de visions, d'inventer de nouveaux modes de faire, pour agir sur les périphéries.

## **Exode urbain, une réalité contrastée / KOCH Marjolaine**

Urbanisme, 09/2024, n° 439, p. 20-22

La crise sanitaire du Covid-19 a-t-elle provoqué dans l'Hexagone un exode urbain voyant les métropolitains quitter massivement leurs habitats collectifs étriés pour céder à l'appel de la nature et de l'espace dans nos petites villes et campagnes ?

C'est ce qu'a tenté d'élucider le Puca avec une étude dont la réponse est, bien entendu, nettement plus nuancée. Décryptage avec ses auteurs.

<https://www.urbanisme-puca.gouv.fr/l-exode-urbain-petits-flux-grands-effets-les-a2388.html>

<https://exode-urbain-carto.figli.io/>

## **La métropole de Grenoble en stratégies et projets**

Traits urbains, 09/2024, n° 145, p. 42-55

À l'occasion du Forum des Projets Urbains Auvergne Rhône-Alpes (FPU AURA), qui se tient le 19 septembre à Grenoble, Traits urbains revient sur quelques-uns des principaux projets d'aménagement en cours dans la métropole alpine, et sur les objectifs poursuivis. Les élus grenoblois et métropolitains que nous avons interrogés, revendiquent une autre manière de faire de l'urbanisme, plus axée sur la recherche de résilience que sur une vocation purement bâtisseuse, tout en menant d'imposants programmes. Tour d'horizons de projets emblématiques, de la Presqu'île à GrandAlpe, en passant par les Portes du Vercors et la Zac des Minotiers, et incursion dans deux opérations de rénovation poussées, celle des sièges de la Métropole et du Département.

[↩ Retour sommaire](#)

## **La Métropole de Lyon attentive à ses périphéries** / FERE Cécile, LAPERRIERE Fanny

Urbanisme, 09/2024, n° 439, p. 52-54

Alors que le débat sur le "zéro artificialisation nette" (ZAN) bat toujours son plein, la Métropole de Lyon - réputée territoire métropolitain et de grands projets urbains - accompagne aussi le développement de communes dites "périphériques"; par des projets d'aménagement urbain, dont on peut tirer plusieurs enseignements de la mise en œuvre du ZAN.

## **Les périphéries, de l'étalement à la désunion ?** / MEYRIGNAC Julien

Urbanisme, 09/2024, n° 439, p. 14-16

Abandonnées avant d'être reconquises, les périphéries ont connu des transformations sociologiques profondes qui n'ont pas modifié la défiance des villes à leur égard. Pour quelles raisons ?

## **Espaces publics pour mieux vivre [Dossier]**

Traits urbains, 09/2024, n° 145, p. 24-41

Au sommaire :

- Le design actif, pour muscler l'espace public
- Saint-Dizier, une grande boucle sportive
- Au cœur de Toulouse, la renaissance d'une île-jardin
- Paris : déminéraliser la place de Catalogne
- PEM de Béziers : une passerelle vers le futur
- Cours Michelet : Paris La Défense requalifie ses espaces publics
- Une poche de biodiversité aux portes de Paris
- Projet de "Ramblas parisiennes" : les grilles en débat

## **Logement : une crise sans fin qui s'étend. [Dossier]**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 09/2024, n° 378, p.24-58

Sommaire :

- Une carence politique aux incidences très concrètes
- Esprit de la loi « SRU », es-tu encore là ?
- Les travailleurs clé en manque de toits
- Le "LLI", remède miracle à la crise ?
- Parc privé : un amortisseur en déclin
- L'effet ciseaux qui menace le périurbain
- " Première dépense de consommation, le logement est pourtant négligé"
- Maire bâtisseur : comment sécuriser ses autorisations de construction
- Hébergement d'urgence : défaillances de l'Etat et collectivités volontaristes
- Le permis de louer, un outil à succès et un régime juridique actualisé
- Niche fiscale des meublés de tourisme : avant un probable texte, le Conseil d'Etat corrige Bercy
- Assos de lutte contre le mal-logement : des relations contrastées avec les élus
- Quand les locations saisonnières crispent jusqu'aux territoires ruraux
- Comment favoriser l'habitat en milieu rural tout en respectant le ZAN
- Comment aider les agents à de loger

## **Agir sur la mobilité pour améliorer la qualité de l'air**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p. 30-32

Agissant en faveur de la qualité de l'air, le Cerema a été bénéficiaire d'une partie de l'astreinte décidée par le Conseil d'Etat dans le cadre du contentieux qualité de l'air. Quelles actions met-il en place pour contribuer à améliorer la qualité de l'air sur le terrain et accompagner le déploiement des zones à faibles émissions-mobilité ?



## **Le Grand Poitiers expérimente la sobriété foncière**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p. 34-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/943318/zan-le-grand-poitiers-experimente->

Le Grand Poitiers a phosporé sur des solutions de sobriété foncière dans quatre sites pionniers. Il faut maintenant adapter le plan local d'urbanisme intercommunal pour rendre ces solutions possibles et reproductibles.

[☞ Retour sommaire](#)

### **Quatre ans après, où en sont les premiers territoires pilote de sobriété foncière ?**

Lettre du cadre territorial (La), 08/2024, n° 580, p. 36-38

L'opération « territoires pilotes de sobriété foncière » vise à proposer des solutions innovantes de lutte contre l'étalement urbain. Cette expérience profitable met en évidence la plus-value de travailler ensemble, mais pointe également les nœuds à résoudre en milieu urbain et dans les ruralités.

### **La lente et difficile construction d'un dialogue entre collectivités et agriculteurs [Dossier]**

Lettre du cadre territorial (La), 08/2024, n° 580, p. 24-32

<https://www.lettreducadre.fr/article/la-lente-et-difficile-construction-d-un-dialogue>

Sommaire du dossier :

- Les collectivités entre le marteau et l'enclume
- Un besoin de dialogue apaisé
- Avancer malgré l'inertie
- L'œil de l'expert : « Il y a encore une timidité politique de la part des collectivités à aller travailler avec le monde agricole »



### **A Lyon, un service de navettes sur la Saône**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p. 25

A partir du printemps 2025, une nouvelle offre de transport fluvial sur la Saône, intégrée au réseau des transports en commun lyonnais, sera disponible au cœur de la Presqu'île.

### **Transports publics : les collectivités dictent leur loi**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p.12-13

<https://www.lagazettedescommunes.com/943266/transports-publics>

Fortes de compétences de plus en plus larges, les collectivités locales dictent aujourd'hui leur politique de mobilité aux opérateurs. Elles peuvent, pour cela, se renforcer juridiquement et ainsi assumer une expertise toujours plus technique.



### **Nantes expérimente pour la santé globale, 10/07/2024**

<https://www.urbislemag.fr/nantes-experimente-pour-la-sante-globale-billet-672-urbis-le-mag.html>

A Nantes, on ose, on teste et on évalue. Ces dernières années, une solide culture de l'expérimentation s'est imposée dans l'aménagement de plusieurs espaces publics de la métropole. L'objectif ? Favoriser, par le biais de nouveaux services et de nouveaux usages, le bien-être physique, mental et social des Nantais. Pour tout comprendre de cette audace bretonne, Urbis le Mag a rencontré deux de ses principaux protagonistes : Francky Trichet, vice-président à l'Innovation de Nantes Métropole et Karine Pierre, chef de projet Expérimentations à la SAMOA, la société publique locale chargée de l'aménagement de l'Île de Nantes et du développement économique des industries culturelles.

## **Culture**

### **Être (ou naître) visiteur de musée : les sorties scolaires démocratisent-elles l'accès à la culture ? / COHEN AZRIA Cora**

TheConversation.com, 18/09/2024

Il ne suffit pas de passer les portes d'un musée pour aussitôt en acquérir les codes. Dans quelle mesure les visites scolaires donnent-elles aux enfants le goût des sorties culturelles ? À quelle condition ces sorties de groupe peuvent-elles avoir des effets à long terme ?

### **Les BU mettent le cap sur le développement durable / TEXIER Bruno**

Archimag, 09/2024, n° 377, p. 30-31

En quelques années, les bibliothèques universitaires se sont emparées de la question écologique pour mieux l'intégrer dans leurs pratiques quotidiennes : logique circulaire, label « développement durable et responsabilité sociétale », réduction de la plastification des livres, bilan carbone...

[Retour sommaire](#)

# Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

## Comment choisir une IA juridique ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 60-61

<https://www.lagazettedescommunes.com/945688/comment-choisir>

Nouveauté : L'intelligence artificielle commence à affecter le monde des juristes territoriaux et, plus largement, celui des agents et des élus locaux.

Commande publique : Ces prestations relèvent d'un marché public, et la mise en concurrence s'impose dès le premier euro. Une approche de type "commande publique" est la meilleure garantie d'un achat raisonné.

Collecte des données : L'un des sujets essentiels est celui du sort des données communiquées à l'outil d'IA juridique. Il faudra veiller, en amont, à ce que la collecte des données soit effectuée dans le respect du droit positif.

## Le mur des investissements publics requis : les moyens juridiques pour y répondre / DUHAMEL Pierre-Mathieu, LAPP Christophe

Actualité Juridique. Droit Administratif, 23/09/2024, n° 32/2024, p. 1745-1750

Le surcroît d'investissement public de l'Etat et des collectivités territoriales pour la décennie à venir est immense et représente un véritable mur au regard du niveau de la dette et des prélèvements obligatoires. Pour y faire face, la codification du droit de la commande publique voulue comme une simplification de l'achat public, qui est une réponse partielle, doit être complétée par un véritable renversement des cultures.

## Ces influenceurs qui dépoussièrent la commande publique

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 14-15

<https://www.lagazettedescommunes.com/945716/ces-influenceurs->

Sur LinkedIn, la commande publique connaît un vent de fraîcheur. Les acteurs du secteur s'essaient à des publications qui détonnent dans une matière peu connue pour son extravagance.



## Des obsèques civiles dans la salle des mariages, un pari osé

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 42

Rezé (Loire-Atlantique - 43 000 hab.)

Depuis janvier, la mairie accueille des obsèques civiles dans sa salle de cérémonie. Un choix audacieux et réussi.

## Les mal-aimés de la responsabilité administrative [Dossier]

Actualité Juridique. Droit Administratif, 16/09/2024, n° 31/2024, p. 1681-1709

Obscur, dépassé, méprisé, ignoré... Les qualificatifs ne manquent pas pour dénigrer certains mécanismes ou domaines du droit de la responsabilité administrative, qui constituent, sans exhaustivité ni objectivité, autant de « mal-aimés ». L'occasion est ainsi donnée de s'interroger sur cette appréciation, pour la comprendre et éventuellement la réviser, notamment au vu des évolutions du fond du droit. Incidemment et en creux, est également mise en évidence la façon dont la doctrine se représente et présente généralement le droit de la responsabilité, souvent par une focalisation sur les mêmes composantes et une reproduction des schémas traditionnels.

Au sommaire :

- La subrogation, un mécanisme obscur ? Par Solange Darrigo
- Les transformations de la responsabilité pour risque. Par Jimmy Meersman
- Un impensé : le contentieux indemnitaire des étrangers. Par Lucille Girard
- Apologie d'une approche non contentieuse : l'indemnisation des commerçants lors de travaux publics effectués dans la métropole clermontoise. par Anne Jacquemet-Gauché

[Retour sommaire](#)

## **Modifications des contrats : à quelles conditions ? [Dossier]**

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 09/2024, n° 256, p. 15-74

Au sommaire :

- Modification substantielle d'un marché public : formalisme et circonstance imprévisible, par Sylvain Boueyre
- Accord-cadre, bons de commande et modifications substantielles, par Solène Bernard et Christophe Cabanes
- Covid-19, circonstance imprévue et modification du contrat, par Rachel Yvernes et Christophe Cabanes
- Cession implicite : sanction explicite, par Éric Landot
- Modification d'un MAPA et dépassement du seuil de procédure formalisée, par Jennifer Obrero
- Évolutivité des contrats de la commande publique : quelles règles de cumul en cas de modifications successives ?, par Philippe Guellier
- Avenant ou décision de poursuivre : quelle(s) distinction(s) ?, par Sophie Guillon-Coudray et Guillaume Emélien
- Modifications unilatérales des marchés publics : dans quel cas ?, par Simon Daboussy et Auberi Gaudon
- Les modifications correctrices, par Émilie Barbin
- Ordre de service et modification du marché public de travaux, par Tanguy Mocaer et Guillaume Geffroy
- Résiliation partielle et modification du marché, par Laurent Bonnard
- La modification des conventions d'occupation du domaine public, par Astrid Boullault
- Arbre décisionnel sur la modification des contrats, par BUY THE MOON

## **Démocratie locale participative : Quelle contrepartie à la participation citoyenne ? / MONDOU Christophe**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 09/2024, n° 9, p. 486-488

"Indemniser les habitants pour qu'ils donnent leur avis". Cela peut apparaître bien évidemment surprenant ou plutôt excessif, mais dans un temps où la démocratie locale participative montre ses insuffisances, notamment par une insuffisante participation des citoyens, ne faut-il pas rechercher de nouvelles modalités permettant une réelle participation des habitants à la vie locale !

## **Rapport sur l'état des services publics. Synthèse 2024**

Nosservicespublics.fr, 09/2024, 78 p.

<https://nosservicespublics.fr/rapport-etat-services-publics-2024>

En croisant les regards d'une centaine d'agentes et d'agents de terrain, de chercheuses et de chercheurs, de cadres de l'administration, de citoyennes et de citoyens, le rapport sur l'état des services a pour ambition de poser un diagnostic sur les principales évolutions des services publics au cours de ces dernières décennies à l'aune des crises environnementales.

Ces dernières interrogent nos conditions de vie, nos modes de production et de consommation : comment les crises écologiques se traduisent-elles en termes de besoins pour la population ? Comment les services publics y ont-ils répondu dans les dernières décennies et comment y répondent-ils aujourd'hui ? Comment cette nouvelle donne redéfinit-elle plus largement l'action publique ?

<https://www.banquedesterritoires.fr/repenser-les-services-publics-laune-de-lurgence-ecologique>

<https://www.lagazettedescommunes.com/946961>

## **Pouvoir normatif des départements : L'exemple du règlement départemental d'aide sociale / TARON DAVID**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 09/2024, n° 9, p. 483-486

Au sommaire :

- Un document à géométrie variable
- . peu de contraintes dans les textes. . .
- . des règlements très développés en pratique
- Un document d'ouverture
- . L'impossibilité de restreindre l'accès à des droits
- . possibilité de créer ou d'améliorer des droits

[↩ Retour sommaire](#)

## **Les communs et le droit public [Dossier]**

Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, 09/2024, n° 3, p. 5-49

Au sommaire :

- Présentation, par Norbert Foulquier et Claire Vial
- Communs et propriété publique, par Jimmy Meersman
- Communs et services publics, par Thomas Perroud
- Donner des droits à la nature : quels droits et pour quelle nature ?, par Frédéric Rolin
- Communs de la nature et droits de la personne humaine, par Marie Rpta
- Communs et puissance publique : un enjeu majeur de post-modernité, par Jean-François Joye
- Propos conclusifs, par Judith Rochfeld

## **Emploi/Formation**

### **Cinq régions s'investissent dans le compte personnel de formation**

Banquedesterritoires.fr, 20/09/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/cinq-regions-sinvestissent-dans-le-compte-personnel>

Les entrées en formation via Moncompteformation ont reculé d'un quart l'an dernier, du fait des mesures de régulation mise en place, selon un rapport annuel de la Caisse des Dépôts. Le rapport relève aussi l'implication de nouveaux financeurs, parmi lesquels 5 régions qui ont mobilisé 8,7 millions d'euros. Les Pays de la Loire entendent ainsi promouvoir des formations individuelles dans le domaine de la transition écologique.

### **Qualiopi : faut-il aussi "certifier" les auditeurs ?**

Info formation (L'), 15/09/2024, n° 1082, p. 26-27

Face aux disparités dans les pratiques de l'audit, est-il pertinent de "certifier" les auditeurs Qualiopi eux-mêmes ? Une telle mesure viserait à uniformiser leurs compétences et ainsi à garantir une approche plus homogène dans la vérification de la conformité des prestataires de formation.

### **Comment former les salariés les plus âgés ?**

Info formation (L'), 15/09/2024, n° 1082, p. 9-14

L'allongement des durées de carrière pose de manière plus aigüe la question du maintien en emploi des salariés seniors. La formation constitue une réponse pour soutenir les évolutions de carrières, ainsi que les reconversions sur les métiers exposés à une forte pénibilité. Mais comment lever les freins existants ? La récente négociation interprofessionnelle sur l'emploi des seniors, malgré son échec, a vu émerger des propositions. Il faut aussi se tourner vers le terrain, où les entreprises expérimentent déjà à leur échelle des solutions. En point commun, on y voit se dessiner des réponses qui devront passer par l'anticipation et la meilleure prise en compte des aspirations professionnelles des individus.

### **Après les jeux paralympiques de Paris 2024 : Un nouvel élan pour la formation et l'inclusion des travailleurs handicapés.**

Info formation (L'), 15/09/2024, n° 1082, p. 2-3

Mobilités. Le mot-clé à l'honneur des Jeux paralympiques de Paris, qui se sont déroulés du 28 août au 8 septembre 2024, a trouvé son écho dans la convention récemment signée entre l'Agefiph et Opco Mobilités. Pour passer des mots à la réalité, en termes de professionnalisation des acteurs. En informant, en sensibilisant, en outillant les branches, en développant des plans d'action sectoriels.

### **Pix et ANLCI : comment établir une lecture commune et aussi large que possible de l'illectronisme**

Info formation (L'), 15/09/2024, n° 1082, p. 24-25

Pix et l'Agence nationale de lutte contre l'illectronisme ont récemment renouvelé leur engagement par une convention de partenariat, plus opérationnelle. Explications.

[☞ Retour sommaire](#)

### **Le concepteur 3D a le vent en poupe**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p. 60-61

<https://www.lagazettedescommunes.com/943297/le-concepteur-3d-a-le-vent-en-poupe>

La 3D s'impose dans les collectivités, portée par des architectes, dessinateurs-projeteurs, géomaticiens. . . Elle sert une meilleure gestion des projets de bâtiments ou d'aménagement urbain, à condition d'être utilisée de manière ciblée et adéquate.

### **Jeunes sans qualification : la défaillance du tutorat**

Techni.cités, 08/2024, n° 375

<https://www.lagazettedescommunes.com/943293/jeunes-sans-qualification>

Le dispositif Pacte prévoit que les jeunes sans formation sont employés sous contrat et formés par un tuteur. Si le tutorat est défaillant, l'autorité territoriale ne peut décider que l'agent est inapte et refuser de le titulariser.

### **L'Inet emmène les territoriaux en « voyage apprenant » au service des transitions**

Lettre du cadre territorial (La), 08/2024, n° 580, p. 16-17

L'institut national des études territoriales a lancé il y a trois ans le cycle supérieur de la transition. Ce dispositif de formation riche et ambitieux veut former les cadres impliqués dans ces défis sociaux et environnementaux. Rencontres avec celles et ceux qui l'ont suivi.

## **Finances publiques/Gestion locale**

### **Qu'est-ce que la fiscalité environnementale ?**

Vie-publique.fr, 23/09/2024

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/fiscalite-environnementale-budget-vert>

La fiscalité environnementale ou fiscalité verte fait partie des ressources publiques permettant de favoriser et financer la transition écologique.

### **Déficit public : la paille, la poutre. . .et une véritable contractualisation / KLOPFER Michel**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 18/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/945763/deficit-public-la-paille-la-poutreet->

Le président fondateur du Cabinet Michel Klopfer donne son analyse dans le débat actuel sur le dérapage des dépenses publiques en 2024, imputé par Bercy aux collectivités locales. Un recul nécessaire pour mieux comprendre.

### **Politiques publiques : Quand le contrôleur de gestion devient copilote [Dossier]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 30-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/944932/quand-le-controleur-de-gestion>

Aide à la décision : Les contrôleurs de gestion ont des missions techniques, souvent assimilées, à tort, au seul contrôle et à l'audit. En fait, elles sont également sensibles et stratégiques, ce qui confère à ces professionnels un rôle d'aide à la décision souvent central.

Transformation : Aux fondamentaux, tels le calcul de coûts, l'évaluation des modes de gestion et des projets, le contrôle interne et externe, s'ajoutent désormais le dialogue de gestion, le pilotage et l'accompagnement des projets.

Multitâche : Face à un environnement de plus en plus contraignant, le profil du poste requiert de nouvelles compétences "RH", "data scientist", "reporting extra-financier pour la transition écologique", ce qui n'est pas sans tension sur le recrutement.

### **Les collectivités locales sont-elles responsables du déficit public ?**

Alternatives-economiques.fr, 11/09/2024

<https://www.alternatives-economiques.fr/collectivites-locales-responsables-deficit-public/00112364>

Le gouvernement accuse les collectivités locales d'avoir fait déraiper les comptes publics de la France. Si leur responsabilité pour 2024 est encore incertaine, le procès est injuste en regard des 35 dernières années.

[↩ Retour sommaire](#)

## Les finances des régions et des collectivités territoriales uniques en 2023 / DAVID Julien

Bulletin d'information statistique de la DGCL, 09/2024, n° 187

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2024/BIS%20187%20>

L'année 2023 marque la fin de l'amélioration de la situation financière des régions observée au cours des trois années précédentes. Les dépenses de fonctionnement augmentent de + 4,9 % (contre + 3,0 % en 2022) pour atteindre 24,4 Md€, principalement en raison de la hausse des achats et charges externes (+ 15,0 % soit + 650 M€). En parallèle, les recettes de fonctionnement ralentissent (+ 2,6 % après + 4,0 % en 2022). En conséquence, l'épargne brute des régions et CTU diminue de - 5,9 %, les dépenses (+ 1,14 Md€) progressant plus fortement que les recettes (+ 0,77 Md€). En matière d'investissement, les recettes augmentent fortement (+ 14,5 %), stimulées par les dotations et subventions reçues (+ 17,8 %), tandis que les dépenses d'investissement croissent de + 4,9 %. Cependant, le besoin de financement atteint - 1,7 Md€, et l'encours de dette continue de croître.

## Les finances des départements en 2023 / DAVID Julien

Bulletin d'information statistique de la DGCL, 08/2024, n° 186

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2024/BIS%20186%20>

Après deux années d'amélioration sensible de leurs finances, les départements affichent en 2023 une dégradation de leur situation financière. L'épargne brute des départements est ainsi marquée par une baisse significative (- 39,6 %), en raison d'un recul des recettes de fonctionnement (- 1,2 %) alors que les dépenses de fonctionnement augmentent plus vivement qu'au cours des années précédentes (+ 6,4 %). En particulier, dans le contexte de l'inflation, les achats et charges augmentent de + 9,6 % (soit + 400 M€), et à la suite notamment des revalorisations du point d'indice de 2022 et 2023, les frais de personnels progressent de + 7,0 % (soit + 900 M€). Dans le même temps, le recul des recettes de fonctionnement est lié en particulier au fort repli des DMTO (de 14,6 à 11,4 Md€) dans le contexte de la crise du secteur immobilier. Les dépenses d'investissement décélèrent sensiblement (+ 2,4 % après + 7,1 % en 2022). En revanche, les recettes d'investissement progressent significativement (+ 12,5 %), grâce notamment à une hausse du FCTVA versé par l'État (+ 26,7 %). Globalement, le délai de désendettement des départements s'accroît sensiblement, en passant de 2,6 à 4,2 ans. Enfin, les budgets primitifs de 2024 votés en début d'année, indiquent que la situation pourrait continuer à se dégrader en 2024, avec une augmentation des dépenses de fonctionnement supérieure à celle des recettes, bien que ces dernières renoueraient avec une évolution positive. Toutefois, l'épargne brute reculerait de nouveau (- 25 %).

## Regard financier sur les petites villes : analyse des comptes 2023

La Banque Postale, 2024, 16 p.

<https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-finances-locales>

Dans ce nouveau Portrait financier des petites villes, sont analysés les comptes de l'année 2023 des 4 122 communes dont la population est comprise entre 2 500 et 25 000 habitants.

## Fonction publique/Statut

### Les auxiliaires de puériculture territoriaux - 10 questions

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 32-33

Catégorie B : Depuis le 1er janvier 2022, au titre du "Ségur de la santé", les auxiliaires de puériculture territoriaux relèvent d'un nouveau cadre d'emplois qui appartient à la catégorie B, et non plus C.

Concours : Ils sont recrutés au premier grade parmi les candidats inscrits sur une liste d'aptitude établie après concours sur titres, avec épreuve d'entretien.

Une seule épreuve : Elle consiste en un entretien de vingt minutes ayant pour point de départ un exposé du candidat sur sa formation, son parcours et son projet professionnels.

[Retour sommaire](#)

### **Les contours de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 52-53

<https://www.lagazettedescommunes.com/944268/les-contours-de-lobligation-demploi>

Toutes les collectivités qui emploient au moins 20 agents en équivalent-temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. Le taux minimal d'emploi des personnes handicapées est égal à 6% de l'effectif total de l'employeur.

Pour remplir cette obligation, la loi a créé plusieurs dispositifs dérogatoires de recrutement et prévoit, sinon, la possibilité de s'acquitter d'une contribution financière.

### **Être candidat à un concours de la territoriale**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 28-29

<https://www.lagazettedescommunes.com/413290/etre-candidat-a-un-concours->

- Catégories :

Selon leur profil, les candidats peuvent s'inscrire à des concours externe, interne ou troisième concours. Les concours sont aussi classés en trois catégories : A, B et C.

- Expérience :

Les candidats à un concours de la fonction publique territoriale (FPT) peuvent faire reconnaître leur expérience professionnelle comme équivalente aux titres ou diplômes requis.

- Conditions d'âge

Les statuts particuliers pour l'accès aux cadres d'emplois de la FPT peuvent prévoir un âge minimum. Toutefois, il n'existe plus, en principe, de limite d'âge pour l'accès aux différentes fonctions publiques.

### **Transparence et éthique dans la fonction publique : l'administration demeure-t-elle opaque vis-à-vis de ses agents ? / DEVILLERS Hugo**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2024, n° 9, p. 436-441

L'immixtion des exigences liées à la transparence dans le droit de la fonction publique ne se fait pas sans difficultés. La pénétration de ces règles dans la procédure de recrutement et dans la gestion de la fonction publique est ici analysée à l'aune des deux finalités que poursuit cette exigence : assurer la protection des droits subjectifs des administrés et/ou des citoyens et l'éthique publique. Il apparaît que le régime juridique du recrutement est relativement transparent et vise en priorité à assurer l'éthique publique, alors que les règles qui encadrent la gestion de la fonction publique, moins strictes, visent exclusivement à garantir les droits statutaires des agents.

### **Cumul d'activités des agents publics : maladie du deuxième métier ou remède au manque d'attractivité de la fonction publique ? / DERBOULLES Laurent**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2024, n° 9, p. 431-435

La question des cumuls d'activités des agents publics est complexe car elle embrasse une grande variété de situations. Pour y répondre, au-delà de l'affichage du principe d'exclusivité, une variété de régimes juridiques ont été institués, allant des plus libéraux, lorsque des libertés essentielles sont en cause, aux plus contraignants, nécessitant une autorisation préalable. Si les curseurs de la liberté et de la contrainte ont régulièrement été ajustés, afin de prendre en compte la variabilité des critiques formulées à l'encontre des "cumulards", la logique mise en œuvre s'est toujours avérée plus relever de la régulation que d'une stricte prohibition.

### **Discipline : Questions d'actualité [Dossier]**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 09/2024, n° 9, p. 461-482

Au sommaire :

- Le point sur les dernières évolutions par Céline Duchêne
- Sanctions disciplinaires : quand annulation peut ne pas rimer avec renonciation. . . par Olivier Didriche et Mathilde Salmon
- De l'interaction récente et renouvelée entre responsabilité disciplinaire de l'agent public par Samuel Dyens et Marie Goutal
- L'exigence d'exemplarité des personnels de la fonction publique par Antony Taillefait
- Le régime disciplinaire des agents publics contractuels par Nicolas Font

[↩ Retour sommaire](#)

## **Quelles limites à l'expression de l'agent public sur les réseaux sociaux ? / COLLIN Emilie**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2024, n° 9, p. 446-450

Les réseaux sociaux constituent un terrain d'expression dont les agents ne perçoivent pas forcément les limites. L'attendu déontologique, y compris dans la sphère privée, implique au contraire la sanction disciplinaire du propos déloyal envers son employeur ou sa hiérarchie, inapproprié envers les collègues ou indigne envers les usagers. La prise en compte des spécificités des réseaux sociaux peut toutefois conduire à certaines adaptations, notamment sur la proportionnalité de la sanction.

## **Secrétaire général de mairie : extinction d'un cadre d'emplois, évolution d'un métier**

Lettre du cadre territorial (La), 08/2024, p. 62-63

Pour tenter de résoudre les difficultés d'attractivité des emplois de secrétaires de mairie, le législateur a tenté de le transformer en modifiant les règles de recrutement, d'avancement et de promotion.

## **Médiation préalable obligatoire : l'intérêt de mentionner les voies et délais de recours dans les décisions concernées [Dossier]**

Informations administratives et juridiques (Les), 07/2024, n° 7/8, p. 25-33

Facultatif pour les collectivités et établissements territoriaux, le recours à la médiation préalable obligatoire (MPO) permet à l'agent et à son employeur de renouer le dialogue et de rechercher avec l'aide d'un tiers qualifié, indépendant et impartial, une solution satisfaisante à un différend. Lorsqu'elle s'accompagne d'une sécurisation des actes qui y sont soumis, sa mise en œuvre constitue une solide alternative au contentieux.

## **"Rajeunir les effectifs" : un motif valable pour refuser le maintien en activité d'un fonctionnaire au-delà de la limite d'âge**

Informations administratives et juridiques (Les), 07/2024, n° 7/8, p. 38-42

Dans son arrêt du 11 avril 2024, le Conseil d'État confirme la grande marge dont dispose l'administration pour autoriser le maintien en activité de ses agents au-delà de la limite d'âge, désormais possible jusqu'à 70 ans. Ainsi, le refus de l'autorité compétente de maintenir en fonctions un fonctionnaire peut se fonder sur l'objectif de privilégier le recrutement de jeunes agents, conformément à l'intérêt du service. Selon la Haute juridiction administrative, la prise en considération de l'âge n'a pas de caractère discriminatoire dans cette situation.  
CE, 11 avril 2024, n° 489202

## **La suspension de fonction des agents territoriaux**

Informations administratives et juridiques (Les), 07/2024, n° 7-8, p. 2-23

La suspension de fonctions permet d'écarter temporairement un agent soupçonné d'avoir commis une faute grave, dans l'attente d'une éventuelle sanction. Prise dans l'intérêt du service, cette mesure d'éviction n'a pas à être précédée des obligations qui encadrent la procédure disciplinaire. Pour autant, l'agent suspendu bénéficie de certaines garanties et de l'application de règles spécifiques en cas de poursuites pénales durant cette période.

## **Police municipale et gardes champêtres : le nouveau régime indemnitaire**

Informations administratives et juridiques (Les), 07/2024, n° 7/8, p. 34-37

Depuis le 29 juin 2024, le nouveau régime indemnitaire applicable aux policiers municipaux et aux gardes champêtres a été créé et adopté au sein d'un texte unique, le décret n° 2024-614. Les communes et établissements intercommunaux concernés par la gestion statutaire de ces cadres d'emplois peuvent dès à présent définir les conditions de mise en œuvre de cette indemnité en leur sein. À compter du 1er janvier 2025, le régime indemnitaire tel qu'il avait été mis en place au début des années 2000 ne sera en effet plus applicable aux différents cadres d'emplois visés.

[↩ Retour sommaire](#)

## Les emplois publics - Vers de nouveaux envois [Dossier]

Pouvoirs locaux, 04/2024, n° 124, p. 44-70

Poser un diagnostic sur l'emploi public en France, c'est mettre en lumière l'invisibilité et le manque d'attractivité actuel de ce secteur. Le Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales (SNDGCI), par la voix d'Hélène Guillet, plaide pour une réforme audacieuse qui réaffirme la valeur de ces emplois et répond aux nouveaux besoins des collectivités locales. En revisitant les processus de recrutement, en valorisant les carrières et en améliorant les conditions de travail, le texte propose des solutions concrètes pour revitaliser l'attrait du secteur public. L'auteur met également en avant le rôle essentiel des élus et des médias dans la promotion de l'emploi public, tout en soulignant la diversité des situations locales et la nécessité d'adapter les politiques de ressources humaines en conséquence. Par des initiatives telles que le développement de la troisième voie, la révision des concours et la mise en place de programmes de mentorat, il appelle à une modernisation urgente pour attirer les jeunes générations et renforcer la vitalité de ce pilier fondamental de la société française.

Au sommaire :

- L'emploi public : une vitalité réelle à valoriser et soutenir
- Les remèdes structurels au manque d'attractivité des emplois publics
- Fonction publique : face à la crise d'identité, stimuler le collectif apprenant
- Transition écologique et désaffection des jeunes pour l'emploi public en France
- Le digital dans les collectivités territoriales
- Le défi de l'innovation managériale dans les collectivités territoriales

## Information/Communication/TIC

### Les infrastructures de communications électroniques

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 56-57

<https://www.lagazettedescommunes.com/945404/limportance-de-definir-le-propretaire>

Présomption : Pour savoir qui est présumé propriétaire d'infrastructures de communications électroniques, il faut distinguer si elles ont été réalisées avant ou après le 1er juillet 1996.

Conséquence financière : Si une collectivité est considérée comme propriétaire de ses infrastructures, elle peut faire payer une redevance d'occupation du domaine public aux opérateurs qui les utilisent.

Modalités : Les collectivités pourront adopter une délibération pour fixer le montant des redevances dues et émettre des titres exécutoires pour les recouvrer.

### L'IA au secours des référents déontologues

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 16

<https://www.lagazettedescommunes.com/945754/ia-au-secours-des-referents>

Un outil miracle en matière de probité ? Une intelligence artificielle, nourrie de l'ensemble des règles applicables, est née cet été.

### Intelligence artificielle : risques ou opportunités pour les agents territoriaux ?

Weka.fr, 20/09/2024

<https://www.weka.fr/actualite/weka-tv/web-conferences/intelligence-artificielle-risques->

Visionnez le replay de notre web-conférence interactive, en partenariat avec GMF Assurances, sur les enjeux de l'IA générative pour les collectivités qui s'est déroulée le 19 septembre 2024.

Vidéo 60mn

[https://www.youtube.com/watch?v=HV\\_Gjk9Y\\_3U&t=2s](https://www.youtube.com/watch?v=HV_Gjk9Y_3U&t=2s)

### Fibre optique pour tous, le plus dur reste à faire

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/944815/fibre-optique-pour-tous>

La fibre optique irriguera seulement 95% de locaux fin 2025, alors que le Plan France Très haut débit prévoyait une couverture à 100%. Les financements manquent pour effectuer les derniers raccordements, complexes et coûteux.

[☞ Retour sommaire](#)

## **Le retail s'empare de l'IA générative [Dossier]**

IT for business, 09/2024, n° 2297, p. 54-65

Au sommaire :

- De nouveaux assistants virtuels pour une expérience client revivifiée
- Le marketing pionnier dans les usages de l'IA Gen

## **"Il y a une émotion du numérique !" / TEXIER Bruno**

Archimag, 09/2024, n° 377, p. 44-45

Emmanuelle Bermès est conservatrice générale des bibliothèques et responsable pédagogique du master "Technologies numériques appliquées à l'histoire" de l'Ecole nationale des chartes. Elle est également l'auteure de l'ouvrage "De l'écran à l'émotion. Quand le numérique devient patrimoine", paru en juin 2024 (Ecole nationale des chartes-PSL).

## **IA générative et gestion documentaire : Comment ça marche ? / VELLUET Hugo**

Archimag, 09/2024, n° 377, p. 24-25

Primordiale pour assurer efficacité opérationnelle et prise de décision, la gestion documentaire voit aujourd'hui ses processus transformés significativement par l'intelligence artificielle générative. Quelles sont les technologies qui sous-tendent cette révolution de la Ged et de l'ECM ? Comment fonctionnent-elles et que permettent-elles ? Réponses.

## **Data gouvernance : prenez le pouvoir sur vos données [Dossier] / REMIZE Michel**

Archimag, 09/2024, n° 377, p. 12-22

<https://www.archimag.com/le-kiosque/mensuel-archimag/PDF/mag-377>

Sommaire du dossier

- Méthode : les 7 points clés de la data gouvernance
- Les outils du data management
- CD64 : des données pleines de ressources

## **Intelligence artificielle : quel progrès ? [Dossier]**

Cahiers français, 09/2024, n° 441, p. 17-97

Depuis le lancement de l'application ChatGPT d'Open AI en 2022, l'intelligence artificielle est devenue un sujet central dans le débat public. Certains voient en elle des opportunités prometteuses dans des domaines comme la recherche scientifique, la médecine et la productivité, tandis que d'autres s'inquiètent de son potentiel destructeur, notamment en matière de manipulation, de diffusion de fausses informations et de surveillance de masse. De plus, la crainte de la perte d'emplois, y compris dans des secteurs exigeant une forte compétence cognitive, est également présente.

Se questionner sur les conséquences de l'utilisation généralisée de l'IA générative et la régulation de ses usages pour prévenir d'éventuels abus est essentiel. Ce numéro de Cahiers français examine les différentes perspectives liées au développement de l'intelligence artificielle en essayant de trouver un juste milieu entre les prophéties alarmistes et l'engouement technologique.

Au sommaire :

- Grand entretien : qu'est-ce que l'intelligence artificielle ?
- Les nouveaux enjeux géopolitiques de l'intelligence artificielle
- Intelligence artificielle et journalisme
- Encadrement de l'IA : quels garde-fous ?
- Quand l'IA s'empare du monde du travail
- Le potentiel et les risques de l'IA dans les services publics
- L'impact de l'IA sur la santé et la science
- Intelligence artificielle et propriété intellectuelle : quels progrès ?

<https://www.vie-publique.fr/catalogue/295186-intelligence-artificielle-quel-progres>



## **Essonne Numérique mutualise le numérique**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p. 24

<https://www.lagazettedescommunes.com/943352/essonne-numerique-mutualise>

En Essonne, comme dans toute l'Île-de-France, des antennes LoRa sortent de terre et des câbles de fibre optique se tirent pour l'usage des acteurs publics du territoire. Ce réseau commun sert de support aux usages connectés proposés par les syndicats mixtes du territoire.

[↩ Retour sommaire](#)

## IA et ingénierie publique : un tournant ?

Pouvoirs locaux, 04/2024, n° 124, p. 19-27

Actuellement, les systèmes d'intelligences artificielles (SIA) sont principalement des facilitateurs, améliorant le travail quotidien des agents sans bouleverser les pratiques des institutions publiques. Les cas de SIA comme outils de substitution ou d'aide à la décision restent rares. Pourtant, leur acceptabilité jusqu'ici facile pourrait être remise en question par leur évolution et la pluralité de leurs formes. La sphère publique saura-t-elle encadrer ces outils pour les intégrer au-delà des simples facilitateurs, en envisageant des SIA-décideurs ? Cet article explore la présence actuelle de SIA au sein des structures publiques pour examiner les divers domaines d'application, les défis rencontrés ainsi que le cadre éthique et réglementaire qui le délimitent. Ensuite, sont abordés les enjeux démocratiques liés à l'introduction grandissante des SIA dans le service public : quelles sont les répercussions sur la gouvernance, la participation citoyenne et les défis à relever pour garantir une intégration conforme aux principes démocratiques fondamentaux ?

## Management/Ressources humaines

### Intelligence artificielle : les craintes et les attentes des DRH

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 24/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/946477/intelligence-artificielle->

L'utilisation de l'intelligence artificielle a été au cœur des réflexions du dernier congrès de l'Association nationale des DRH des territoires, réuni à Mulhouse les 19 et 20 septembre. Entre acculturation et craintes, les cadres territoriaux se sont penchés sur les avantages de cette technologie, mais aussi de ses limites.



### Gouvernance participative : Quand les agents sont invités à la table des chefs

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 26-28

<https://www.lagazettedescommunes.com/945309/quand-les-agents-sont-invites>

Conditions de travail, mobilité, rémunération. . . sous l'impulsion des directeurs généraux des services, des collectivités développent la démocratie interne, en impliquant les agents dans certaines décisions. Mais cette tendance reste encore peu répandue.



### Pour recruter, les centres de gestion changent de com'

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 26

<https://www.lagazettedescommunes.com/944781/pour-recruter-les-centres-de-gestion>

Les centres de gestion rajeunissent leur communication afin d'attirer des candidats sur les postes qu'ils proposent.

### Enquête sur le bien-être au travail : prenez la parole !

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 09/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/944204/enquete-sur-le-bien-etre-au-travail->

Chaque année, La Gazette des communes réalise une étude sur le bien-être au travail auprès de tous les agents de la fonction publique territoriale. Participez à l'édition 2024 !

### France Travail : un pari managérial sur l'autonomie et la confiance au service de la performance

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2024, p. 454-455

Comment rendre une organisation plus performante par l'innovation managériale ? C'est une question que se pose tout dirigeant, a fortiori lorsqu'il s'agit d'une organisation tentaculaire au cœur d'une politique publique majeure : l'emploi. France Travail a ainsi fait le pari de la confiance, illustrant la manière dont l'autonomisation des collaborateurs y est identifiée comme un levier efficace pour transformer l'établissement.

[Retour sommaire](#)

## **Quelle place pour la créativité dans la coopération entre élus et agents publics ? / RANDRIAMANANTENA Nils**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2024, n° 9, p. 442-445

Essence du travail dans les collectivités territoriales, la coopération entre élus et agents publics n'est pour autant pas dénuée de difficultés. Dans ce contexte, la créativité apparaît comme un levier d'action à explorer.

## **Le rappel à l'ordre, levier managérial / ICARD Mathilde, DELENTAIGNE LEROY Pauline**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2024, n° 9, p. 451-453

Outil à l'appellation légèrement désuète, le rappel à l'ordre demeure très utile dans la palette du manager. En retraçant par écrit des faits ou le comportement d'un agent placé sous sa responsabilité justifiant qu'ils ne se reproduisent plus, le manager fixe une limite et rappelle le cadre de confiance dans lequel se déroule la relation professionnelle. Le rappel à l'ordre a donc avant tout une finalité pédagogique visant à garantir, pour l'avenir, des relations de travail sereines. Quels en sont le périmètre, la forme et les points de vigilance ? Décryptage d'un outil managérial nécessaire.

## **Outre-Mer**

### **Outre-mer, les batailles de la terre (3/4) : En Guyane, des hectares dans l'attente**

Monde (Le), 26/09/2024, p. 19

<https://www.lemonde.fr/outre-mer/article/2024/09/25/en-guyane-la-lente-restitution>

Depuis 1987, l'Etat attribue des terres aux peuples amérindiens de Guyane, un processus marqué par la promesse, en 2017, d'une « attribution » de 400 000 hectares, au point mort.

### **Outre-mer, les batailles de la terre (2/4) : A la Guadeloupe, le long chemin de la régularisation des occupations illégales de la bande littorale**

Monde (Le), 25/09/2024, p. 19

<https://www.lemonde.fr/outre-mer/article/2024/09/24/a-la-guadeloupe-le-long-chemin>

L'archipel guadeloupéen concentre le plus fort taux de constructions illégales, dont bon nombre sont installées dans la zone littorale dite « des cinquante pas géométriques », appartenant au domaine public, mais largement occupée hors du droit commun.

### **Outre-mer, les batailles de la terre (1/4) : En Martinique, maladie en sous-sol**

Monde (Le), 24/09/2024, p. 21

<https://www.lemonde.fr/outre-mer/article/2024/09/23/a-la-martinique-les-sols-pollues>

Le Monde consacre une série d'articles aux défis auxquels sont confrontés les territoires ultramarins. Premier épisode : comment la pollution au chlordécone a changé l'agriculture martiniquaise.

### **Cyclones, montée des eaux, disparition des coraux... Face au réchauffement climatique, les Outre-mer en première ligne**

Francetvinfo.fr, 24/09/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/cyclones-montee-des-eaux-disparition-des-coraux->

D'ici 2060, la région de Pointe-à-Pitre pourrait être submergée par les eaux un jour sur deux. Partout en Outre-mer, les cyclones seront plus violents et des villes côtières pourraient disparaître. Le constat du Réseau Action Climat, qui vient de publier un rapport sur l'impact du changement climatique sur les régions françaises, est alarmant.

### **DROM-COM : Les Outre-mer en première ligne**

reseauactionclimat.org, 19/09/2024

<https://reseauactionclimat.org/drom-com-les-outre-mer-en-premiere-ligne/>

Fortes chaleurs, sécheresses, fonte des glaciers, inondations. . Le Réseau Action Climat propose un panorama des conséquences du changement climatique dans toutes les régions de France. Quelles sont les impacts qui concernent les DROM-COM

[↩ Retour sommaire](#)

### **Services d'eau potable Outre-mer : quel bilan du plan d'action à mi-parcours ?**

Vie-publique.fr, 17/09/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/295349-eau-potable-outre-mer-quel-bilan>

La situation préoccupante de la politique de l'eau dans certains départements d'outre-mer (DOM) a conduit à l'adoption en 2016 d'un plan eau DOM (Pedom) pour une durée de dix ans. Il vise à accompagner les collectivités dans l'amélioration du service de l'eau potable et de l'assainissement. Le point sur sa mise en œuvre.

Finalisée en février 2022, l'évaluation du plan d'action pour les services d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe, Guyane, Martinique, à la Réunion, Mayotte et Saint-Martin a été publiée le 6 septembre 2024. Cette évaluation dresse un bilan contrasté du Pedom et identifie des pistes de progrès.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/295335-evaluation-du-plan-daction-pour-les-services-deau>  
<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/plan-eau-dom-gestion-durable-leau-potable>

### **Nouvelle-Calédonie : un archipel miné par les inégalités / GAY Jean-Christophe**

TheConversation.com, 02/09/2024

<https://theconversation.com/nouvelle-caledonie-un-archipel-mine-par-les-inegalites-237673>

Ce 24 septembre, la Fête de la citoyenneté, censée symboliser l'unité des Néo-Calédoniens de toutes origines, pourrait être l'occasion de nouvelles tensions. Un dispositif inédit de 6000 gendarmes, policiers et militaires a été déployé dans l'archipel. Pour comprendre la crise politique en cours, il faut s'intéresser aux inégalités spectaculaires qui divisent encore aujourd'hui les communautés.

### **Préserver la biodiversité en outre-mer : une mobilisation sans précédent / Office Français de la Biodiversité**

Rencontres (Les), 07/2024, n° 91, 12 p.

<https://professionnels.ofb.fr/fr/doc-rencontres/preserver-biodiversite-en-outre-mer>

Retour sur le séminaire Biodiversité et Outre-mer : challenger l'avenir, organisé par l'Office français de la biodiversité, le 24 novembre 2023 à Paris, puis les 14 et 15 décembre 2023 à la Grande-Motte, avec les élus et les acteurs de la biodiversité en outre-mer.

## **Sécurité civile et publique**

### **Ces cadres qui pilotent la sécurité dans les départements**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 22-24

Depuis quelques années, des départements ont mis en place des directions déléguées à la sécurité, une compétence relevant pourtant du régalien. Les agents aux manettes, aux parcours divers, racontent la spécificité de leur métier et leur quotidien.

### **Sentinelles de la nature, les gardes champêtres sont de retour / RICHARD Chloé**

Reporterre.net, 16/09/2024

<https://reporterre.net/Sentinelles-de-la-nature-les-gardes-champetres-sont-de-retour>

Après une baisse importante de leurs effectifs, les gardes champêtres suscitent un regain d'intérêt. Avec les enjeux environnementaux, la plus vieille police de France est plus que d'actualité.

### **Les dépôts sauvages dans le viseur des caméras intelligentes**

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 16/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/944841>

En moyenne, en France, un habitant abandonne 15 kilogrammes de déchets sauvages par an. Ils génèrent une forte pollution et ont un coût pour les collectivités territoriales. Elles traquent les fauteurs de trouble, qui jettent gravats et encombrants dans la nature en s'équipant de caméras dotées d'intelligence artificielle.

[Retour sommaire](#)

## Services techniques et transitions écologiques

### Tout savoir sur le transfert des routes aux collectivités territoriales

Lagazettedescommunes.com, 20/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/945402>

La loi « 3DS » du 21 février 2022 et ses décrets d'application ont pour objet de décentraliser la gestion des routes au profit des départements et des métropoles. Le législateur prévoit la possibilité, pour les régions, de recevoir, à titre expérimental, la gestion des routes par convention de mise à disposition. Le transfert des routes et portions de route se fait selon un calendrier de transfert défini par le législateur, mais également – et surtout – par voie réglementaire.

### Les Pays de la Loire entre sécheresses et inondations

reseauactionclimat.org, 19/09/2024

<https://reseauactionclimat.org/les-pays-de-la-loire-entre-secheresses-et-inondations/>

Fortes chaleurs, sécheresses, fonte des glaciers, inondations. . Le Réseau Action Climat propose un panorama des conséquences du changement climatique dans toutes les régions de France. Quelles sont les impacts qui concernent les Pays de la Loire ?

### Bretagne : Alerte aux vagues de submersion

reseauactionclimat.org, 19/09/2024

<https://reseauactionclimat.org/bretagne-alerte-aux-vagues-de-submersion/>

Fortes chaleurs, sécheresses, fonte des glaciers, inondations... Le Réseau Action Climat propose un panorama des conséquences du changement climatique dans toutes les régions de France. Quelles sont les impacts qui concernent la Bretagne ?

### Simon Porcher : « La gestion de l'eau est à réinventer »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/944495/simon-porcher-la-gestion-de-leau-est-a-reinventer>

Entretien avec Simon Porcher, professeur des universités, spécialiste de la gestion de l'eau.

### L'obligation réelle environnementale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 55

<https://www.lagazettedescommunes.com/944271/tout-savoir-sur-lobligation>

L'obligation réelle environnementale (ORE), créée par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016, a pour finalité le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques (code de l'environnement, c. env., art. L.132-3). Il s'agit d'une obligation contractuelle, dont le but est de protéger la biodiversité d'un terrain de manière pérenne.

### Le difficile combat pour restaurer la qualité de l'eau

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/944972/le-difficile-combat>

En 2023, l'interco a signé avec l'Etat une charte sur l'eau qui ouvrait la voie aux initiatives de terrain. Mais les verrous réglementaires ont du mal à sauter. Bilan.



### Quand les communes se tournent vers l'hydroélectricité

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 12/09/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/943300/quand-les-communes-se-tournent->

Les petites centrales hydrauliques apportent localement une source d'électricité non négligeable pour le budget des communes disposant d'un cours d'eau. La question de l'impact sur leurs écosystèmes reste tout de même posée.

[Retour sommaire](#)

### **Détermination du taux de TEOM : Dépenses couvertes et taxe excédentaire**

Intercommunalités, 09/2024, n° 296, p. 18-19

<https://www.intercommunalites.fr/publications/magazine-intercommunalites-quel-financement>

Au moyen d'une jurisprudence récente et fournie, le juge administratif a eu l'occasion de préciser les dépenses couvertes par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ainsi qu'il a consacré, en la contrôlant, la pratique du taux excédentaire. Retour sur ces dernières évolutions pour accompagner les services des intercommunalités dans le cadre des travaux préparatoires de détermination du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), le 15 octobre au plus tard.

### **Transition : Quel financement des services publics environnementaux ? [Dossier]**

Intercommunalités, 09/2024, n° 296, p. 10-19

<https://www.intercommunalites.fr/publications/magazine-intercommunalites-quel-financement>

Eau, réseaux de chaleur, déchets. . . les services publics de la transition écologique sont confrontés à une hausse des coûts des matières premières ainsi qu'à un besoin accru d'investissement, alors que dans le même temps, l'évolution des usages vers plus de sobriété diminue les recettes disponibles.

Dans ces conditions, comment trouver l'équilibre vertueux pour réussir le tournant environnemental dans les intercommunalités ?

### **Des directeurs généraux et leur maire alignés sur la transition écologique**

Lettre du cadre territorial (La), 08/2024, n° 580, p. 40-41

Si on veut que cela se passe bien, ou tout simplement que cela se passe, mieux vaut que l'élu et son DGS soient sur la même longueur d'onde en matière de transition climatique des territoires. Il ne s'agit pas seulement de théorie mais d'application pratique au quotidien. Le mieux, c'est de laisser les DG parler des conditions de cet alignement.

### **Un an de droit de l'environnement et de droit de l'urbanisme / HOURSON Sébastien, MEYNAUD-ZEROUAL Ariane**

Droit administratif, 08/2024, n° 8-9, p. 20-26

Dans leur généralité, les évolutions récentes des droits de l'environnement et de l'urbanisme confirment la montée en puissance de ces disciplines juridiques, sans que leur autonomie n'obère les mouvements complexes d'interdépendance, de dépendance ou de convergence qui les traversent. En outre, ces derniers mois ont été ponctués par des modifications textuelles et jurisprudentielles sensibles, dont beaucoup aspirent à la simplification et à l'accélération des procédures.

### **8 conseils pour économiser l'eau tout en végétalisant**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p. 40-41

<https://www.lagazettedescommunes.com/943370/8-conseils-pour-economiser-leau->

La prise en compte de la gestion de l'eau est devenue une étape phare pour les territoires lors de leurs projets d'aménagement. Économiser l'eau tout en répondant à la nécessité de végétaliser apparaît comme un défi auprès des collectivités.

<https://www.astredhor.fr/astredhor-publie-un-guide-des-bonnes-pratiques-pour-economiser->

### **La réutilisation des eaux usées traitées suspendue aux arrêtés**

Techni.cités, 08/2024, n° 375, p. 36-37

Alors que les tensions sur la ressource en eau sont importantes, les projets de réutilisation d'eaux usées traitées se multiplient au sein des collectivités, avec toutefois encore un point d'interrogation sur les niveaux d'obligation réglementaires et les coûts afférents.

### **Transition écologique : changer les comportements**

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 08/2024, p. 17-22

Dossier :

- Pourquoi faire appel aux SHS ?
- Les déchets : terrain d'expérimentation privilégié des SHS
- Nudges VS participation ?
- Diffuser les enseignements des SHS
- Entretien avec Nicolas Fieulaine

[↩ Retour sommaire](#)

## Social/Santé

### **Tous accros aux écrans ? Pourquoi notre cerveau nous rend addicts et comment reprendre de la distance**

Cerveau&Psycho, 10/2024, n° 169, p.37-59

Combien de fois vous-êtes-vous surpris à scroller sur votre smartphone sans savoir vraiment pourquoi ? Le soir, durant la pause déjeuner, quand vous êtes avec votre conjoint et même avec vos enfants. . . Pire : quand vous voulez laisser l'écran de côté, vous vous sentez face à un vide. Comment notre société s'est-elle transformée une myriade d'individus happés par ces lucarnes lumineuses ? Le dossier de ce numéro s'attaque à cette question. On y découvre que les écrans sont de véritables pièges pour nos cerveaux. Mais une fois qu'on le sait, on y tombe moins facilement. Les neurosciences servent aussi à cela. . .

<https://www.cerveauetpsycho.fr/sd/addiction/cerveau-psycho-n169-26767.php>

### **Aide sociale à l'enfance : ces mineurs pris en charge qui entrent dans la prostitution /**

FRITHMANN Hélène, GAVENS Nathalie

TheConversation.com, 24/09/2024

<https://theconversation.com/aide-sociale-a-lenfance-ces-mineurs-pris-en-charge->

Les associations manifestent mercredi 25 septembre pour la protection de l'enfance. Enquête au sein de l'Aide Sociale à l'Enfance alors que certains mineurs pris en charge se prostituent.



### **Santé : Se bouger pour lutter contre la sédentarité au bureau**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 30

Essonne, 4 600 agents, 1.3 millions d'hab.

Depuis 2019, la collectivité multiplie les initiatives pour intégrer l'activité physique dans le temps de travail.



### **Le relais des médecins solidaires dans les déserts médicaux**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 49

Nièvre, 199 500 hab.

Après avoir mis en place des bourses pour les étudiants, le département s'est tourné vers Médecins solidaires, qui ouvre un centre de santé à Chantenay-Saint-Imbert.

### **Un conseil de concertation sur le grand âge et le handicap qui mobilise largement**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 46-47

Pourquoi ?

Le conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) a été mis en place pour comprendre les besoins des habitants âgés et en situation de handicap.

Pour qui ?

Dans un département à dominante rurale, dont la population est vieillissante, le CDCA veut prendre en compte l'avis des personnes âgées et touchées par le handicap.

Comment ?

En plus de deux sessions plénières annuelles, le CDCA travaille en groupes thématiques afin de formuler des recommandations aux élus du département.

### **Polluants éternels : les collectivités montent au front**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 23/09/2024, n° 2733, p. 40-42

Pourquoi ?

Plus de 900 sites pollués aux PFAS ont été identifiés en France, dont 108 hot spots, révélait "Le Monde" en 2022, dans le cadre de l'enquête "Forever Pollution Project".

Pour qui ?

Si l'alimentation est la principale source d'exposition aux PFAS, l'eau l'est aussi. Ce qui impose de nouvelles contraintes aux collectivités compétentes.

Comment ?

Les collectivités s'organisent pour fournir une eau qui respecte la norme européenne en créant des interconnexions et en investissant dans des usines de traitement.

[↩ Retour sommaire](#)

## « Il convient de ne pas oublier l'utilité sociale des dépenses des collectivités locales »

Lemonde.fr, 17/09/2024

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/09/23/il-convient-de-ne-pas-oublier-l-utilite>

En quittant le ministère de l'économie, Bruno Le Maire a tenté de s'exonérer de sa responsabilité dans l'envolée du déficit public qui, fin 2024, devrait atteindre 5,6 % du produit intérieur brut (PIB). Il accuse pour cela les collectivités locales de dérapage financier, énonçant sans donnée sérieuse que leurs dépenses pourraient augmenter de 16 milliards en 2024. Il discrédite ainsi les gestions locales et les rend responsables de creuser le déficit public.

## "Territoires zéro chômeur de longue durée est un projet de développement local"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/09/2024, n° 2732, p. 43

<https://www.lagazettedescommunes.com/944570/territoires-zero-chomeur-de-longue-duree->

Le président du conseil départemental de la Nièvre, Fabien Bazin, défend l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) dans un ouvrage collectif, "Expérimenter le droit à l'emploi".

## Le monde des vieux 1/2 - Comment le vieillissement bouleverse nos sociétés

Monde (Le), 13/09/2024, p. 17-19

<https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/09/12/comment-le-vieillissement-bouleverse->

Alors que le début de la génération du baby-boom atteint ses 80 ans, l'ensemble des pays développés sont touchés par un vieillissement historique, accéléré par la récente chute de la natalité. Le choc budgétaire – retraites, santé... – sera majeur.

## Replay - Série - Repérage des fragilités et de la perte d'autonomie – Le programme ICOPE - Qu'est-ce que vieillir ? Du vieillissement en bonne santé à la perte d'autonomie - Webinaire 1,

12/09/2024, 79 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pcha6gajo793/>

Le programme ICOPE développé par l'OMS préconise des parcours de soins intégrés pour les seniors, reposant sur une démarche de prévention structurée. L'approche est fonctionnelle, déterminée par l'évaluation et le suivi des capacités intrinsèques (locomotion, état nutritionnel, santé mentale, cognition, audition, vision). La transition démographique nous invite à réfléchir à la manière de préserver l'autonomie en favorisant l'implication des personnes concernées.

Le repérage des fragilités est au cœur de la série de webinaires organisée par le CNFPT, en partenariat avec le CHU et le Gérontopôle de Toulouse. Il s'agira de comprendre ce qu'est le vieillissement en bonne santé et son articulation avec la perte d'autonomie pour prévenir cette dernière. Le programme ICOPE de repérage des fragilités vous sera présenté ainsi que la manière de le déployer.

## Éduquer à la vie affective, relationnelle et sexuelle / GONDARD LALANNE Cécile, EVANNE Jeanne-Rose

Conseil économique, social et environnemental, 09/2024, 305 p

[https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2024/2024\\_13\\_evars.pdf](https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2024/2024_13_evars.pdf)

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) est essentielle à toutes les étapes du développement des individus.

Elle se déploie de manière formelle ou informelle dans tous les contextes de la vie quotidienne, de la famille à l'école en passant par d'autres espaces sociaux fréquentés par les jeunes. Les lacunes dans cette éducation sont souvent mises en lumière à travers des événements tragiques comme les violences faites aux femmes, aux enfants, aux personnes LGBTQIA+, les suicides d'adolescentes et d'adolescents ou plus banalement l'augmentation du sexisme. Ces événements montrent en creux l'importance du respect de soi et d'autrui, de l'égalité entre les individus et de la compréhension mutuelle.

<https://www.maire-info.com/education/education-la-sexualite-ecole-dans-les-lieux-daccueil->

## Protéger les enfants en danger : pourquoi ? comment ? / CAPELIER Flore

Cahiers français, 09/2024, n° 441, p. 5-15

Repérer et protéger les enfants en danger relèvent de l'évidence mais en pratique un tel objectif soulève des enjeux politiques, juridiques et organisationnels majeurs.

[↩ Retour sommaire](#)

**70 ans de chiffrages des besoins en logements : trajectoire d'un indicateur controversé de la politique du logement en France** / COULONDRE Alexandre, JUILLARD Claire, 09/2024, n° 16, 68 p.  
<https://www.union-habitat.org/centre-de-ressources/politique-du-logement-mouvement>

A l'heure où la transition écologique vient nous réinterroger collectivement sur la manière de penser, d'estimer, de planifier ou encore de répondre aux besoins en logements, l'Union sociale pour l'habitat et le PUCA publient le rapport réalisé par les chercheurs Alexandre Coulondre et Claire Juillard sur les chiffrages des besoins en logements en France depuis la Seconde Guerre mondiale. Un retour historique et socio-politique qui éclaire grandement le pilotage des politiques du logement et ses instruments.



**Le Havre Seine Métropole accompagne la formation et l'installation des médecins**

Intercommunalités, 09/2024, n° 296, p. 25

<https://www.intercommunalites.fr/publications/magazine-intercommunalites-quel-financement>

Avec ses 54 communes la communauté urbaine forme un bassin de vie de 275 000 habitants. Si le pilotage et l'animation des politiques de santé relèvent de nombreux acteurs, Le Havre Seine Métropole s'engage pour renforcer les dispositifs existants et favoriser leur adaptation aux spécificités locales.

**Vers une plus grande territorialisation des politiques de santé ?**

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 09/2024, n° 378, p.14-15

La santé tend à redevenir une affaire locale depuis la pandémie de Covid-19, sur fond de désertification médicale et de difficultés accrues d'accès aux soins. Si le volontarisme des ARS, CPAM et médecins à l'œuvre demeure valable d'un territoire à l'autre, l'implication des élus semble en voie de se généraliser.

**"La suprématie de la dépendance met sous bulle le très grand âge"**

Lettre du cadre territorial (La), 08/2024, n° 580, p. 44-46

En 2020, les 65 ans et plus représentaient 20 % de la population. Ils seront 29 % en 2070 selon le scénario central de l'Insee. Le sociologue Philippe Bataille travaille sur "l'ampleur de la désorganisation des politiques de la vieillesse" et "le défaut de culture gérontologique". Entretien.

**Guide à destination des évaluateurs externes du secteur de l'inclusion sociale** / Fédération des Acteurs de la Solidarité, 2024, 44 p

<https://www.federationsolidarite.org/wp-content/uploads/2024/08/Guide-evaluation-inclusion-sociale>

Le présent guide, s'adresse plus particulièrement aux organismes évaluateurs externes. Une bonne compréhension du fonctionnement de ces établissements et l'interprétation des critères du référentiel, à l'aune de leurs problématiques et du contexte présentés ci-dessus, semblent être des gages de réussite tant pour la réalisation des évaluations que pour les suites engagées post-évaluation

**La petite enfance : un secteur à bout de souffle en mal d'attractivité** / GORGE Suzanne

Terra nova, 19/09/2024

<https://tnova.fr/economie-social/entreprises-travail-emploi/la-petite-enfance-un-secteur->

Le secteur de la petite enfance fait face à des difficultés de recrutement depuis plusieurs années. Les raisons sont multiples : faibles rémunérations, métier difficile et peu valorisé, perspectives d'évolution insuffisantes, course à l'équilibre économique induite par de nouveaux modes de financement. Pourtant l'évolution des connaissances en neurosciences, en économie et en sciences sociales a souligné l'importance de la qualité de l'accueil des jeunes enfants et l'investissement social dans la petite enfance est désormais un levier reconnu dans la lutte contre les inégalités sociales.

Alors que les élus, les partenaires sociaux, les politiques s'accordent sur la nécessité de créer de nouvelles places en crèches, et à quelques semaines de la mise en place du service public de la petite enfance, dans lequel les communes auront une place prépondérante, Terra Nova formule dans ce rapport plusieurs propositions pour revaloriser financièrement et culturellement le rôle des professionnels de la petite enfance, mieux reconnaître leur apport à la société et donner envie aux jeunes femmes et aux jeunes hommes de s'engager dans cette voie.



## Pour aller plus loin...



### Sites internet

#### **démocratieS, le média critique de la participation**

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

#### **Bibliothèque des Initiatives RH**

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

#### **La Base du numérique d'intérêt général**

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Territoires conseil**

##### **Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**

<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>



Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : [documentation.insetangers@cnfpt.fr](mailto:documentation.insetangers@cnfpt.fr)



# BULLETIN DOCUMENTAIRE

## Bulletin documentaire

Édité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)